



Conseil de sécurité

Threats to international peace and security: briefing

New York, le 30 décembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante Permanente

Madame la Présidente,

Je voudrais également remercier le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de son exposé et de la coopération pendant les deux dernières années. Nous avons également pris bonne note de l'intervention de Monsieur Michael Knights.

Madame la Présidente,

L'escalade des violences dont nous avons été témoins ces derniers jours doit impérativement cesser. La cadence des attaques de drones et missiles des Houthis contre Israël a drastiquement augmenté. L'une ayant, nous l'avons entendu, détruit un bâtiment d'une école à Ramat Gan, et une autre ayant touché une aire de jeux dans un quartier résidentiel de Jaffa. Elle a fait plusieurs blessés. Les frappes aériennes d'Israël – notamment sur l'aéroport civil de Sanaa, l'infrastructure portuaire et énergétique d'Hodeïda, de Salif d'Hezyaz et de Ras Kanatib, ainsi que sur l'infrastructure pétrolière de Ras Issa – ont de leur côté fait plusieurs morts et blessés, y inclus un membre de l'équipage de l'UNHAS. Heureusement que la délégation autour du directeur général de l'OMS, qui se trouvait également à l'aéroport, s'en est sortie saine et sauve. Le droit international oblige à protéger le personnel humanitaire et onusien, comme le rappelle la résolution 2730. Toutes et tous n'ont pas eu la chance d'échapper au danger ces dernières semaines. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles. La Suisse condamne fermement cette spirale de violence. Les récentes déclarations d'un côté et de l'autre de la mer Rouge, qui expriment une logique guerrière et vengeresse, sont extrêmement inquiétantes. La Suisse appelle toutes les parties à respecter le droit international et à faire le choix de la retenue.

Une nouvelle escalade régionale peut et doit être évitée. L'ordre international nous donne les outils nécessaires pour prévenir une aggravation de la crise et protéger les populations. Je voudrais en souligner trois qui sont d'une importance cruciale.

Premièrement, la Suisse appelle au plus strict respect du droit international. Les règles de la Charte des Nations Unies nous offrent un cadre clair. L'usage de la force doit être strictement limité à l'exercice nécessaire et proportionnel de la légitime défense. Lors d'un conflit armé, les principes clés de distinction, de proportionnalité et de précaution doivent guider toutes les actions militaires. La population et les infrastructures civiles sont protégées et ne doivent jamais être prises pour cibles. Ces principes ne sont pas des abstractions – mais des obligations juridiques. Au Yémen, ils prennent un sens particulièrement concret et urgent. La situation économique, alimentaire et sanitaire dans ce pays est catastrophique. Les infrastructures portuaires, aériennes et énergétiques, déjà fragilisées par des années de conflit, sont des piliers indispensables pour la survie de millions de civils. Les attaques qui compromettent ces infrastructures mettent leurs vies en danger et creusent encore davantage le gouffre

humanitaire. Ces attaques mettent aussi en danger le personnel humanitaire et leurs activités d'importance vitale. Je répète que le droit international impose la protection du personnel humanitaire et onusien, y compris le personnel recruté sur les plans national et local, tel que réaffirmé par la résolution 2730. Nous appelons à la libération immédiate et sans condition du personnel humanitaire et onusien encore détenu à Sanaa. En Israël, la population civile ne doit pas faire l'objet d'attaques indiscriminées, y compris la destruction d'infrastructures civiles telles que les écoles.

Deuxièmement, l'embargo sur les armes établi par la résolution 2216 doit être respecté. Il constitue un outil essentiel pour limiter la prolifération d'armements dans une région déjà déstabilisée. Les armes, qu'elles soient introduites par des voies clandestines ou par un trafic organisé, représentent un facteur aggravant du conflit. Ce Conseil, en s'appuyant sur le travail du Comité de sanctions 2140, a pour responsabilité de veiller à l'application stricte de cet embargo. Ce comité doit considérer toute potentielle violation de l'embargo avec la diligence qu'il convient et soutenir au mieux sa mise en œuvre.

Troisièmement, la Suisse appelle à un retour au dialogue. Dans ce moment critique, il est crucial de faire le choix de la diplomatie. Seule la retenue, la désescalade, et le retour au dialogue permettra de garantir la paix et la stabilité régionale. Que ce soit en Mer Rouge, au Yémen ou au Proche-Orient, le seul chemin viable est celui d'une solution politique. La cessation des attaques au Yémen, en Israël, et en Syrie ainsi qu'un cessez-le-feu à Gaza et la libération des otages sont d'importance cruciale. Au Yémen, une solution politique inclusive, dirigée par les yéménites, sous l'égide des Nations Unies reste la meilleure solution pour mettre fin à la dynamique de violence qui déchire le pays depuis plusieurs années. La situation régionale ne doit être instrumentalisée par aucune des parties pour des gains politiques à court terme. Les parties prenantes et celles pouvant exercer une influence sur ces dernières, doivent s'abstenir de toute rhétorique ou action qui pourrait exacerber les tensions.

Madame la Présidente,

Les événements de ces derniers jours nous préoccupent profondément. Ce Conseil doit contribuer de toute urgence à une solution diplomatique et parler d'une seule voix pour éviter un nouveau chapitre meurtrier à l'embrasement régional dont les populations civiles continuent à payer le prix fort. Alors que le Suisse se trouve sur le départ en tant que membre élu de ce Conseil, elle continuera à s'investir pour le respect du droit international et pour la protection des civils, partout et à tout moment. Nous compterons sur les membres du Conseil de sécurité pour en faire de même.

Et comme c'est probablement notre dernière séance, je voudrais également remercier chaleureusement tous les collègues, tous les membres de ce Conseil, SCAD et sa directrice et ses équipes, les interprètes, le personnel de sécurité, et bien entendu aussi mon équipe fantastique. Je remercie la délégation américaine pour la présidence de ce mois de décembre, et je souhaite à tous les membres du Conseil et à ce Conseil-même, l'année prochaine, un peu plus de paix et qu'il puisse contribuer à préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Je vous remercie.

UNOFFICIAL TRANSLATION

Madam President,

I would also like to thank Assistant Secretary-General Khaled Khiari for his briefing and for his cooperation over the past two years. We have also taken good note of Mr. Michael Knights' statement.

Madam President,

The escalation of violence we have witnessed in recent days must stop. The rate of Houthi drone and missile attacks on Israel has increased dramatically. One, we heard, destroyed a school building in Ramat Gan, and another hit a playground in a residential area of Jaffa. Several people were injured. Israeli air strikes - notably on the civilian airport in Sanaa, the port and energy infrastructure in Hodeïda, Salif d'Hezyaz and Ras Kanatib, and the oil infrastructure in Ras Issa - left several dead and wounded, including a crew member of UNHAS. Fortunately, the WHO Director-General's delegation, which was also at the airport, escaped unharmed. International law requires the protection of humanitarian and UN personnel, as recalled in resolution 2730. Not everyone has been lucky enough to escape danger in recent weeks. Our thoughts are with the victims and their families. Our thoughts are with the victims and their families. Switzerland strongly condemns this spiral of violence. Recent statements on both sides of the Red Sea, expressing a logic of war and vengeance, are extremely worrying. Switzerland calls on all parties to respect international law and exercise restraint.

A new regional escalation can and must be avoided. The international order provides us with the necessary tools to prevent a worsening of the crisis and protect the population. I would like to highlight three of them, which are of crucial importance.

Firstly, Switzerland calls for the strictest respect for international law. The rules of the United Nations Charter provide us with a clear framework. The use of force must be strictly limited to the necessary and proportional exercise of self-defense. In armed conflict, the key principles of distinction, proportionality and precaution must guide all military actions. The civilian population and infrastructure are protected and must never be targeted. These principles are not abstractions – they are legal obligations. In Yemen, they take on a particularly concrete and urgent meaning. The country's economic, food and health situation is catastrophic. Port, air and energy infrastructures, already weakened by years of conflict, are essential to the survival of millions of civilians. Attacks that jeopardize these infrastructures put their lives in danger and further widen the humanitarian abyss. These attacks also endanger humanitarian personnel and their vital activities. I repeat that international law obliges the protection of humanitarian and UN personnel, including national and locally recruited staff, as reaffirmed by Resolution 2730. We call for the immediate and unconditional release of the humanitarian and UN personnel still detained in Sana'a. In Israel, the civilian population must not be subjected to indiscriminate attacks, including the destruction of civilian infrastructure such as schools.

Secondly, the arms embargo established by resolution 2216 must be respected. It is an essential tool for limiting arms proliferation in an already destabilized region. Arms, whether smuggled or trafficked, are an aggravating factor in the conflict. This Council, supported by the work of the 2140 Sanctions Committee, is responsible for ensuring the strict application of this embargo. This committee must consider any potential violation of the embargo with due diligence, and support its implementation as best it can.

Thirdly, Switzerland calls for a return to dialogue. At this critical juncture, it is crucial to make the choice of diplomacy. Only restraint, de-escalation and a return to dialogue will guarantee peace and regional stability. Whether in the Red Sea, Yemen or the Middle East, the only viable path is that of a political solution. The cessation of attacks in Yemen, Israel and Syria, as well as a ceasefire in Gaza and the release of hostages, are of crucial importance. In Yemen, an inclusive, Yemeni-led political solution, under the aegis of the United Nations, remains the best way to put an end to the dynamic of violence that has been tearing the country apart for several years. The regional situation must not be instrumentalized by any party for short-term political gain. The parties involved, and those with influence over them, must refrain from any rhetoric or action that could exacerbate tensions.

Madam President,

We are deeply concerned by the events of the last few days. This Council must urgently contribute to a diplomatic solution, and speak with one voice to avoid another deadly chapter in the regional conflagration whose civilian populations continue to pay a heavy price. While Switzerland is stepping down as an elected member of this Council, it will continue to work for the respect of international law and the protection of civilians, everywhere and at all times. We will be counting on the members of the Security Council to do the same.

And as this is probably our last meeting, I would also like to extend my warmest thanks to all our colleagues, to all the members of this Council, to SCAD and its director and teams, to the interpreters, to the security staff, and of course to my fantastic team. I would like to thank the American delegation for the December Presidency, and I wish all the members of this Council, and the Council itself, a little more peace next year, so that it can help save future generations from the scourge of war.

Thank you.